



Informations du Guatemala

3^e Année, n°116

Du 15 au 21 mars 1985

POLITIQUE

Nouvelle condamnation de l'ONU
Opposition aux efforts de paix
Manque de sérieux
Retour au sein de l'alliance d'extrême-droite
Un tiers du budget est dilapidé
Confiscation de livres

ECONOMIE

Crédits directs pour l'Initiative Privée
Essai de renégociation de la dette extérieure

CONTRE-INSURRECTION

Nouvelles destructions de bourgades
Arrestation massive de paysans

INSURRECTION

Persistance des combats à San Marcos et Suchitepequez
Actions des FAR

SITUATION SOCIALE

Rejet des déclarations officielles

DROITS DE L'HOMME

Démarches subversives
Accusations réfutées
Solidarité envers le GAM
Enlèvement d'un homme politique
Assassinat d'un dirigeant ouvrier

POLITIQUE

NOUVELLE CONDAMNATION DE L'ONU

Le 13 mars, la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies (CDH-ONU) émettait une nouvelle Résolution dénonçant la violation des Droits de l'Homme par le régime militaire guatémaltèque.

La Résolution fait mention de sa "profonde préoccupation eu égard aux actes de violence perpétrés contre les non-combattants, aux disparitions, aux assassinats, aux actes de torture et, aux exécutions para-judiciaires" et elle s'inquiète également des "mesures restrictives qui limitent les libertés de la population rurale, indigène". Cette dernière référence porte sur les pôles de développement -villages modèles- et sur la formation des patrouilles civiles.

La CDH-ONU demande à ses Etats membres de s'abstenir d'intervenir dans la situation interne du Guatemala et elle reconnaît l'existence d'un conflit armé interne qui ne revêt pas un caractère international mais qui "dérive de facteurs économiques, sociaux et politiques de nature structureaux". La Résolution fut approuvée par 32 voix en faveur, 10 abstentions et aucune voix contre.

OPPOSITION AUX EFFORTS DE PAIX

Le 12 mars, le Secrétaire Général du Parti Démocrate-Chrétien Guatémaltèque, Alfonso Cabrera Hidalgo faisait savoir que les partis démocrates-chrétiens d'Amérique Centrale s'opposaient aux démarches entreprises par le groupe Contadora.

Cabrera Hidalgo ajoutait que "la présence de Contadora est chaque fois plus limitée et de moins en moins efficace dans la recherche d'une solution à la crise Centre-Américaine". En outre, il soulignait que lors du récent conclave réunissant au Salvador les partis démocrates-chrétiens de la région, on était arrivé à la conclusion que "la crise traversant la région ne s'achemine nullement vers une solution", étant donné que "les accords politiques piétinent".

Selon les observateurs, les déclarations de Cabrera Hidalgo peuvent être qualifiées d'aval que la Démocratie-Chrétienne d'Amérique Centrale donne à la politique suivie par l'Administration Reagan dans la région.

MANQUE DE SERIEUX

Le 14 mars, le Parti Révolutionnaire -PR-, jusqu'alors membre de "l'Alliance Centriste" au même titre que les Partis National Rénovateur et Union du Centre National, est sorti de ladite coalition pour tenter de s'unir au Parti Démocrate-Chrétien.

Selon de nombreuses publications de presse, tant les hommes politiques que les affiliés des partis politiques qui prennent part aux élections changent constamment de partis, passant du centre à l'extrême droite et vice versa.

RETOUR AU SEIN DE L'ALLIANCE D'EXTRÊME-DROITE

Le 13 mars, le Parti Central Authentique Nationaliste -CAN-, qui récemment avait quitté le sein de la coalition qu'il formait avec le Parti Mouvement de Libération Nationale, a annoncé qu'il reprendrait incessamment sa place dans ladite coalition.

UN TIERS DU BUDGET EST DILAPIDE

Le 18 mars, le candidat présidentiel de la Démocratie-Chrétienne Guatémaltèque, Vinicio Cerezo Arevalo déclarait que le tiers du budget national est dilapidé sous forme de dépenses confidentielles, de sécurité, en corruption et rémunérations excessives.

Cerezo affirme que les fonctionnaires militaires des gouvernements précédents avaient la même mentalité que les chefs d'entreprise puisqu'ils ont "rapidement fait fortune" et, en 1982 alors que les dépenses présidentielles s'élevaient à 59 millions de Quetzales, celles des ministères de l'Education et de la Santé n'atteignaient même pas le million.

CONFISCATION DE LIVRES

Le 13 mars, on apprenait que des fonctionnaires du service de l'immigration avaient confisqué des livres religieux appartenant au prêtre colombien, Jaime Diaz, membre du Comité Directeur de la Brigade de Paix Internationale, sous prétexte qu'il s'agissait d'ouvrages marxistes et sans qu'il existe de suppression formelle des garanties individuelles.

Le Directeur Général de l'immigration, le Colonel Edgar D'jalma Domínguez a affirmé que les livres étaient subversifs, justifiant de la sorte l'attitude adoptée par le service dont il a la charge. Pour sa part, la Brigade de Paix Internationale "déplora grandement" que l'on ait qualifié de la sorte des "livres de formation religieuse et spirituelle".

ECONOMIE

CREDITS DIRECTS POUR L'INITIATIVE PRIVEE

Selon un accord dénommé Programme de Crédits pour le Commerce, signé le 11 mars par les gouvernements du Guatemala et des Etats-Unis, les Banques Privées guatémaltèques auront accès à des lignes de crédit dans les Banques américaines jusqu'à concurrence de 25 millions de dollars dans le but de financer la demande en devises nécessaires à l'importation de biens et services américains pour le secteur privé national.

D'après les versions officielles, l'accord s'inscrirait dans les initiatives prises par l'Administration Reagan en vue d'améliorer les conditions économiques et sociales du Guatemala et serait garanti par la Banque américaine des Exportations et Importations et par l'Agence Américaine pour le Développement International -AID-.

ESSAI DE RENEGOCIATION DE LA DETTE EXTERIEURE

Le 13 mars, le Ministre des Finances Publiques, le Colonel Leonardo Figueroa Villate déclarait que le régime guatémaltèque tentait de renégocier sa dette extérieure qui s'élève à 2 milliards 900 millions de dollars "car en ce moment le pays se voit dans l'incapacité d'effectuer les paiements s'échelonnant à court terme".

Figueroa Villate a ajouté que plusieurs fonctionnaires se trouvaient actuellement à l'étranger aux fins de renégocier auprès des agents financiers d'autres formes de paiement et, il a souligné que le gouvernement traversait des moments difficiles qui le mettait dans l'impossibilité de respecter ses engagements.

CONTRE-INSURRECTION

Nouvelles Destructions de Bourgades

Le 18 mars, le Comité des paysans du Haut-Plateau -CCDA- faisait savoir que l'armée gouvernementale avait ravagé au cours des quatre derniers mois, six bourgades paysannes et, était impliquée dans 46 cas de répression dans les municipalités de San José Poaquil, Patzun, Tecpan et San Martin Jilotepeque dans le département de Chimaltenango.

ARRESTATION MASSIVE DE PAYSANS

Le Comité pour la Justice et la Paix signalait dans un communiqué de presse rendu public le 15 mars que 26 habitants de la bourgade Xejabi, située dans la municipalité de Tecpan, dans le département central de Chimaltenango, ont été enlevés les 21 et 23 février par l'armée gouvernementale qui poursuit sa campagne de répression et de terreur.

INSURRECTION

PERSISTANCE DES COMBATS A SAN MARCOS ET SUCHITEPEQUEZ

Selon un communiqué de guerre émanant de l'insurrection, rendu public le 19 mars, les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont occasionné 27 pertes à l'armée, au cours de violents combats qui les ont opposées aux troupes gouvernementales les 8 et 12 mars dans les municipalités de El Rodeo et El Tumbador, situées dans le département occidental de San Marcos.

Toujours selon la même information, le 13 mars, une colonne de guérilleros a tendu une embuscade à une compagnie de l'armée régulière qui se déplaçait sur les terres de la propriété "Moca Grande", dans la municipalité de Santa Barbara, située dans le département de Suchitepequez, au sud-ouest, provoquant un nombre indéterminé de pertes au sein des troupes régulières.

ACTIONS DES FAR

Les Forces Armées Rebelles -FAR ont fait savoir, le 19 mars, qu'au cours de la deuxième et troisième semaines de mars, elles ont tendu deux embuscades aux troupes gouvernementales et ont occupé tant politiquement que militairement, à deux reprises, des bourgades et des routes du département central de Chimaltenango et du département septentrional de El Petén. Ils réussirent au cours de ces opérations à occasionner 14 pertes au sein de l'armée et à s'emparer de 3 carabines M-1, de revolvers, de cartouchières et de munitions.

Selon cette information, une des embuscades, survenue dans la bourgade de Xebaj, à Tecpan, a permis d'éviter l'enlèvement de plusieurs paysans dans la région dont les noms figuraient sur les documents confisqués à l'armée.

SITUATION SOCIALE

REJET DES DECLARATIONS OFFICIELLES

Le Syndicat des Travailleurs de l'Industrie du Verre d'Amérique Centrale, S.A., a rejeté, le 18 mars, les affirmations gouvernementales, à savoir, que le Guatemala est une démocratie où les Droits de l'Homme sont respectés.

D'après le syndicat, si cela était le cas, la vie du syndicaliste Fernando Garcia, enlevé par les forces de sécurité il y a plus d'un an, serait respectée.

DROITS DE L'HOMME

DEMARCHES SUBVERSIVES

Le 15 mars, le Général Oscar Mejia Victores déclarait que les démarches visant à obtenir un éclaircissement quant à la situation des détenus et disparus étaient considérées comme actes subversifs. Le Chef d'Etat faisait allusion aux actions entreprises dans ce sens par les proches des personnes disparues.

Le Chef d'Etat a assuré que des mesures seraient prises pour mettre fin à de pareilles démarches, organisées par le Groupe d'Appui Mutuel et, a affirmé que les détenus (personnes arrêtées généralement par les forces de sécurité gouvernementale, en présence de témoins et dont on ignore le lieu de détention) travaillaient à l'étranger.

ACCUSATIONS REFUTEES

Le 19 mars, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- réfutait les accusations du régime portant sur les actes subversifs qu'il commettrait et, a réitéré ses exigences envers le gouvernement militaire pour que ce dernier "libère les détenus et disparus, car nous savons qu'il les détient prisonniers".

Le GAM affirme être une entité humanitaire et apolitique formée par des mères, des épouses et des enfants de personnes disparues. En outre, il rend le gouvernement responsable de la nature de ses membres.

SOLIDARITE ENVERS LE GAM

Le 18 mars, à Bonn, en République Fédérale d'Allemagne, des groupes de solidarité avec le Guatemala ont organisé une manifestation pacifique devant l'Ambassade guatémaltèque en République Fédérale pour protester contre les menaces proférées par le gouvernement à l'encontre des proches des détenus et disparus qui composent le Groupe d'Appui Mutuel.

Le 17 mars, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala -CDHG- a souligné que les membres du Groupe d'Appui Mutuel étaient l'objet de menaces de la part du régime militaire guatémaltèque. La CDHG a également prié la Communauté Internationale de prendre des mesures urgentes pour éviter que de telles menaces soient menées à bien.

ENLEVEMENT D'UN HOMME POLITIQUE

Le 18 mars, le Parti Démocratie-Chrétienne Guatémaltèque -DCG- faisait savoir que le 15 mars, Abraham Cucul, Secrétaire Général du Parti DCG, de la municipalité de Estor, située dans le département de Izabal, au nord-ouest, avait été enlevé par 8 hommes armés, vêtus d'uniformes, en présence de ses proches et de témoins.

ASSASSINAT D'UN DIRIGEANT OUVRIER

Le Dirigeant Ouvrier, Aurelio Cotto Melgar, membre du Syndicat des Travailleurs de l'Entreprise de Verre d'Amérique Centrale S.A., a été trouvé mort et porteur de traces

de torture, le 13 mars, dans un ravin de la zone 12 de la capitale.

D'après les dénonciations de ses proches, l'ouvrier avait été enlevé, le 17 février, par des effectifs gouvernementaux, alors qu'il sortait de son lieu de travail.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX